

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL N°\_024\_/ AONO/CAY 1er /CIPM/2026 DU 19/02/2026  
POUR LA REALISATION DES ETUDES ARCHITECTURALES DE LA COMMUNE D'ARRONDISSEMENT  
DE YAOUNDE 1<sup>ER</sup> EN PROCEDURE D'URGENCE

**1. Objet de l'Appel d'Offres**

Dans le cadre de *la maturation de certains projets*, le Maître d'Ouvrage lance un Appel d'Offres National pour les études architecturales de la Commune d'Arrondissement de Yaoundé 1<sup>er</sup> en procédure d'urgence

**2. Consistance des prestations**

Les prestations, objet du présent Appel d'Offres comprennent les missions suivantes :

Mission 1 DET : La Direction de l'Exécution des travaux ;

Mission 2 OPC : Ordonnancement pilotage et Coordination;

Mission 3 CCR : Contrôle de la Conformité des réalisations ;

Mission 4 AOR : Assistance aux Opérations de Réception

**3. Délais d'exécution**

Le délai maximum prévu pour la réalisation des prestations objet du présent appel d'offres est séquencé selon le programme défini par le Maître d'Ouvrage à savoir 3 mois.

**4. Allotissement**

Les prestations sont subdivisées en un lot

**5. Coût prévisionnel**

Le coût prévisionnel est de 99 000 000 FCFA

**NB :** *Cet Appel d'offres (conception – réalisation) n'est pas assorti de primes.*

**6. Participation et origine**

La participation au présent appel d'offres est ouverte à *toutes les entreprises exerçant dans le domaine des prestations intellectuelles.*

**7. Financement**

Les travaux objet du présent appel d'offres sont financés par *les fonds propres de la CAY1er exercice 2026 sur la ligne d'imputation budgétaire n°61-390*

**8. Mode de soumission**

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est *en ligne.*

**9. Cautionnement provisoire**

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission établie par une banque de premier ordre agréée par le Ministère chargé des finances et dont la liste figure dans la pièce 17 du DAO, est de 1 980 000 en FCFA; il est au plus égal à 2% du coût prévisionnel toutes taxes comprises (TTC) du marché conformément à l'arrêté en vigueur, le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué, les conditions d'appel.] et valable pendant trente (30) jours au-delà de la date originale de validité des offres. L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

**NB :** *Pour être valable, la caution présentée doit être accompagnée du titre émis par l'institution financière agréée et du récépissé de consignation délivré par la CDEC suivant la Lettre-Circulaire N°000019/LC/MINMAP du 05 juin 2024.*

**10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres**

Le dossier physique peut être consulté gratuitement dans les services du MO / MOD aux heures et jours ouvrables au service (SIGAMP/CAY1er), dès publication du présent avis.

Il peut également être consulté **en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>** sur le site internet de l'ARMP ([www.armp.cm](http://www.armp.cm)) ou sur tout autre moyen de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage (à préciser).

**11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres**

La version physique du dossier peut être obtenu au service (SIGAMP/CAY1), dès publication du présent avis, contre présentation d'une quittance de versement ou toute autre preuve de versement d'une somme non remboursable de 100 000 Francs CFA, payable à la recette municipale de la CAY1er .

Il est également possible d'obtenir la version électronique du dossier par téléchargement gratuit aux adresses sus

indiquées pour la version électronique. Toutefois, la soumission par voie physique ou électronique est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

## 12. Remise des offres

- *Chaque offre est rédigée en français ou en anglais.*

- Pour la soumission en ligne, l'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le 13/04/2026 à 10 heures. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus de la mention ci-dessus dans les délais impartis à la Commune d'Arrondissement de Yaoundé 1er

“ AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL N°\_024\_/ AONO/CAY 1er /CIPM/2026 DU 19/02/2026  
POUR LA REALISATION DES ETUDES ARCHITECTURALES DE LA COMMUNE D'ARRONDISSEMENT  
DE YAOUNDE 1<sup>ER</sup> EN PROCEDURE D'URGENCE »

### **A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement”**

#### □ : Taille et format des fichiers

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour le dossier Administratif ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre conformément aux tailles sus-indiquées. Les offres parvenues après la date limite de dépôt seront jugées irrecevables.

## 13. Recevabilité des offres

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être placées dans des enveloppes différentes séparées et remises sous pli scellé.

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- Les plis portant les indications sur l'identité du soumissionnaire ;
- Les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- *Les plis non-conformes au mode de soumission.*
- les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;
- Le non-respect du nombre d'exemplaires indiqué dans le RPAO ou offre uniquement en copies ;

**Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours.** Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

## 14. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fera en deux (02) temps.

*Dans un premier temps* les enveloppes contenant les pièces administratives et les propositions techniques seront ouvertes par la commission de passation de marché le 13/04/2026 à 11 heures, dans la salle polyvalente de la CAY1er. *Dans un deuxième temps* seules les propositions techniques comprenant le coût estimatif du projet, les références du soumissionnaire et le coût global du projet des soumissionnaires ayant atteint la note minimale requise pour le concours proprement dit sont ouvertes en présence des soumissionnaires concernés.

**N.B. :** à l'issue de la séance de dépouillement des dossiers administratifs et des offres techniques, l'enveloppe scellée contenant l'offre financière témoin, est paraphée et cachetée par le Président de la CIPM et remise au collecteur désigné à cet effet pour dépôt à l'organisme en charge de la régulation des marchés publics.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois à compter de la date originelle de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'appel d'offres.

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, après un délai de quarante-huit heures accordé aux soumissionnaires concernés pour produire ou remplacer la pièce en question, l'offre sera rejetée. *L'ouverture de la séance de dépouillement doit se faire au plus tard une heure après celle limite de réception des offres fixée dans le Dossier d'Appel d'Offres*

## 15. Critères d'évaluation

Les critères d'évaluation sont de deux types : les critères éliminatoires et les critères essentiels. Un critère ne peut être à la fois éliminatoire et essentiel

### 1- Critères éliminatoires

Il s'agit notamment:

Les critères éliminatoires fixent les conditions minimales à remplir pour être admis à l'évaluation suivant les critères essentiels. Le non-respect d'un seul de ces critères entraîne le rejet de l'offre du soumissionnaire.

Les critères éliminatoires concernent notamment :

- a)** absence ou non-conformité de la caution de soumission à l'ouverture des plis conformément à la circulaire du MINMAP n° 0001/PR/MINMAP du 25 avril 2022 relative à l'application du Code des Marchés Publics ;
- b)** non -production au-delà du délai de 48h après l'ouverture des plis d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis, (excepté le cautionnement de soumission qui entraîne l'élimination directe à l'ouverture) ;
- c)** fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou falsification des pièces ;
- d)** non-respect d'au moins 70% des critères essentiels ;
- e)** absence d'un prix unitaire quantifié dans l'Offre financière ;
- f)** absence d'une déclaration sur l'honneur de n'avoir pas abandonné de Marchés Publics durant les trois (03) dernières années ;
- g)** absence de la lettre de soumission ;
- h)** absence de la charte d'intégrité ;
- i)** absence de la déclaration d'engagement social et environnemental ;
- j)** le non-obtention de la note Artistique Minimale requise ;
- k)** le non-respect du format de fichier des offres

### 2- Critères essentiels :

Ces critères doivent être détaillés par des sous-critères au niveau du RPAO ou du Règlement Particulier de L'Appel d'Offres. Il appartient au MO de spécifier les critères essentiels et ceux éliminatoires. Etant entendu

#### Pour l'évaluation de la Proposition artistique :

- A. L'avant-Projet Sommaire (APS) comportant notamment
  - A.1) un mémoire explicatif et descriptif présentant un projet technique en adéquation avec le pro- gramme à l'instar de l'évaluation du contexte général après visite du site, analyse des besoins spécifiés dans le programme ;
  - A.2) un mémoire explicatif et descriptif présentant notamment, le projet retenu en plan et en volu- métrie, l'implantation dans le site dans le strict respect de la réglementation, le principe d'ossa- ture, les principes d'organisation fonctionnelle ;
  - A.3) un dossier de pièces-graphiques présentant le projet proposé.
  - A.4) *la Méthodologie* : Le RPAO précise les éléments constitutifs de la proposition artistique des soumissionnaires, notamment : une note méthodologique portant sur une analyse des travaux et précisant l'organisation et le programme que le soumissionnaire compte mettre en place ou en œuvre pour les réaliser (installations, planning, PAQ, sous-traitance, attestation de visite du site le cas échéant, etc.)
- B. *Les preuves d'acceptation des conditions du marché* : Le soumissionnaire remettra les copies dû- ment paraphées des documents à caractères administratif et technique régissant le marché.
  - B.1) Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
  - B.2) les Termes de Référence.
- C. *Un descriptif de la méthodologie et du plan de travail proposé pour accomplir la mission (Tableau 12D) ;*
- D. La composition par spécialités de l'équipe proposée, ainsi que la description des tâches confiées à chacun des membres (Tableau 12E) ;
- E. La liste complète et détaillée des études à mener durant la phase de conception.

**La note artistique minimale (NAM) requise pour l'ouverture de la proposition Technique est de :**

**70/ 100.**

#### Pour l'évaluation de la Proposition technique

- A. Les références du soumissionnaire au cours des trois (03) dernières années dans le domaine des études, dans le domaine de la réalisation des travaux et dans le domaine spécifique de la conception-réalisation ;
- B. Les qualifications et l'expérience du personnel : Chef de Projet, Personnel clé pour les études, bac+3 en architecture
- C. La justification de la disponibilité du matériel proposé (Moyens logistiques pour l'étude
- D. Le respect des délais et la cohérence entre les délais et la mobilisation du personnel clé (pour l'étude

- E. La capacité financière pour couvrir le coût Global du Projet, ou le montant déterminé par le MO/MOD (l'accès à une ligne de crédit ou autres ressources financières, le chiffre d'affaires, attestation de solvabilité financière) d'un montant de 50 000 000 FCFA.

**16. Attribution**

Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué attribue le marché au soumissionnaire ayant présenté une offre conforme pour l'essentiel au DAO et évaluée la mieux-disante, par combinaison des critères techniques, financiers et esthétiques, c'est-à-dire à celui ayant obtenu la Note Générale la plus élevée.

**17. Durée de validité des offres**

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant *la durée de 90 jours* à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

**18. Renseignements complémentaires**

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au *service (SIGAMP/CAY1er)*, ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>, ou tout autres moyens de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage.

**19. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques**

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics(MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 5725 et 6993707 48,

Yaoundé, le 16/03/2026

LE MAIRE  
Maître d'Ouvrage



**Copies:**

MINMAP  
ARMP  
Maître d'Ouvrage  
Président CIPM  
Affichage chrono

**OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER OR WITH DESIGN COMPETITION N° 024 / AONO/CAY 1er /CIPM/2026 DU 19/02/2026 OF THE TENDER NOTICE FOR THE CARRYING OUT ARCHITECTURAL STUDIES OF YAOUNDE I COUNCIL**

**1. Subject of the invitation to tender**

the Project Owner of Yaounde I Council hereby launches an invitation to tender notice for the Carrying out architectural studies of Yaounde I Council

**2. Nature of works**

The services covered by this Call for Tenders include the following missions:

Mission 1 DET: The Works Exécution Department;

Mission 2 OPC: Scheduling piloting and coordination;

Mission 3 CCR: Control of the Compliance of achievements;

Mission 4 AOR: Assistance to Reception Operations

**3. Execution deadline**

The maximum execution deadline provided for the execution of the services subject of this tender shall be sequenced according to the programme defined by the Project Owner is three (03) months.

**4. Allotment**

The services shall be divided into one lot

**5. Estimated cost**

The estimated cost is 99 000 000 FCFA

**6. Participation and origin**

Participation in this invitation to tender is open to *the intellectual service*

**7. Financing**

Works which form the subject of this invitation to tender shall be financed by the budget of Yaounde I Council of 2026; Budget Head No. 61-390

**8. Bids submission method**

The method of submission chosen for this consultation is online.

**9. Provisional bond**

Each bidder must include in his administrative documents, a bid bond issued by a first rate-bank approved by the Ministry in charge of Finance featuring on the list in document 17 of the TF, specifying in *1 980 000 CFA francs for each lot, if applicable; it is not more than 2 % of the estimated cost, all taxes inclusive (ATI) of the contract in accordance with the order in force, the Project Owner or the Delegated Project Owner, the conditions using it*] and valid for thirty (30) days beyond the original date of the validity of offers. *The absence of the bid bond issued by a first-rate bank or financial body of first category authorised by the Minister in charge of Finance to issue bonds for public contracts shall lead to the immediate rejection of the offer. A bid bond submitted but that does not have any relation with the consultation concerned shall be considered as absent. The bid bond presented by a tenderer at the bid opening session shall not be accepted.*

**10. Consultation of tender file**

The hard copy of the file may be consulted free of charge at the offices of the PO / DPO during working hours and days at SIGAMP/CAY1er as soon as this notice is published. It may equally be consulted online on the COLEPS platform at the addresses <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> on the ARMP website ([www.armp.cm](http://www.armp.cm)) or by any other electronic means of communication indicated by the Project Owner (to be specified)

**11. Acquisition of tender file**

The hard copy of the file may be obtained from SIGAMP/CAY1 as soon as this notice is published against presentation of receipt of payment or any other proof (provided by the Project Owner) of payment of a non-refundable sum of 50 000CFA francs payable at *[place of payment of tender file purchase fees at the Public recipe of Yaounde I Council]* . It is also possible to obtain the electronic version of the file by downloading it free of charge from the addresses indicated above for electronic version. *However, online submission is subject to the payment of Tender File purchase fees.*

**12. Submission of offers**

Each offer drafted in English or French

- a. *For submission off line, the offer in seven (7) copies including the original and six (6) copies marked as such, should reach [place of registration of bids] no later than [deadline for receipt of bids] at [time limit] and should*

carry the indication:

**OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER OR WITH DESIGN COMPETITION N° 024 /AONO/CAY1er/CIPM/2026 DU 19/02/2026 OF THE TENDER NOTICE FOR THE CARRYING OUT ARCHITECTURAL STUDIES OF YAOUNDE I COUNCIL**

**“To be opened only during the bid-opening session”**

- b. For submission online, the bid must be submitted by the bidder on the COLEPS platform or any other official electronic means of communication to be specified by the Project Owner latest on [deadline for receipt of bids] at [time limit]. A back-up copy of the tender recorded on a USB key or CD/DVD must be sent in a sealed envelope with the clear and legible indication “back-up copy”, in addition to the above mentioned indication, within the deadline set.

**NB:** File size and format

For the online submission, the maximum sizes of the documents that will transit on the platform and constitute the bidder's offer are as follows:

- 5 Mo for the Administrative file;
- 15 Mo for the Technical offer;
- 5 Mo for the Financial offer. The formats accepted are as follows:
- PDF format for text documents;
- JPEG for images.

the Candidates must use compression software to reduce the size of the file to be transmitted in accordance with the above-mentioned sizes

**13. Admissibility of bids.**

*The administrative documents, the technical offer and the financial offer must be placed in separate envelopes and submitted in a sealed envelope.*

*The Project Owner shall not accept:*

- a. *Bids bearing information on the identity of the tenderers;*
- b. *Bids submitted after the closing date and time for submission of bids;*
- c. *Envelopes without indication on the identity of the Invitation to Tender;*
- d. *Bids non-compliant with the bidding mode;*
- e. *Failure to comply with the number of copies specified in the RPAO or offer in copies only;*

***Any incomplete offer in accordance with the prescriptions of the Tender File shall be declared inadmissible. Especially the absence of a bid bond issued by a financial body or institution approved by the Minister in charge of Finance to issue bonds for public contracts or the failure to comply with the model documents of the Tender File shall lead automatically to the rejection of the bid without any other procedure. A bid bond submitted but not relating to consultation concerned shall be considered as absent. A bid bond presented by a bidder during the bid opening session shall not be accepted.***

**14. Opening of bids**

The bids shall be opened in two (2) phases.

In the first phase, the envelopes containing the administrative documents and the artistic proposals shall be opened by the Tenders Board on 13/04/2026 at 12am situated at yaounde I Council. Secondly, only technical proposals containing the estimated cost of the project, the references of the bidder and the overall cost of the project from the bidders who have achieved the minimum score required for the competition itself shall be opened in the presence of the bidders concerned.

**NB:** At the end of the bid opening session of administrative files and the technical bids, the sealed envelope containing the sample financial bid is initialed and sealed by the Chairperson of ITB and handed to the collector appointed for this purpose for deposit with the public contracts regulating agency.

Under pain of rejection, the documents in the administrative file required must be produced in originals or in certified true copies by the issuing department/service or the competent administrative authority, in accordance with the stipulations of the Special Regulations of the Invitation to Tender. They must be less than three (3) months old from the original date of submission of tenders or have been drawn up after the date of signature of the tender notice.

In the event of the absence or non-conformity of a document in the administrative file at the bids opening session,

the bidders concerned are given a period of forty-eight hours to produce or replace the document in question. Failure to comply with the number of copies indicated in the Special Regulations shall lead to the rejection of the bids at the bids opening session, *the file shall be rejected. The bid-opening session must start not later than one hour after the time-limit for the submission of bids as specified in the Tender File]*

## **15. Evaluation or criteria**

*The evaluation criteria are of two types: the eliminatory criteria and the essential criteria. No criterion shall be both eliminatory and essential.*

### **1. Eliminatory criteria**

*The eliminatory criteria set the minimum conditions to be fulfilled in order to be admitted to the evaluation according to the essential criteria. They should not be subject to scoring. Failure to comply with these criteria leads to the rejection of the bidder's offer These include:*

- a. Absence of the bid bond at the bid opening session;
- b. Failure to produce, after the deadline of 48 hours following the opening of the envelopes, a document in the administrative file that is deemed to be non-compliant or missing;
- c. False declarations, fraudulent schemes or forged documents;
- d. Non-conformity of 70% of criteria essentials of the tender
- e. Absence of a quantified unit price in the financial offer
- f. Failure to provide a sworn statement for not having abandoned works in the last three years
- g. Absence of submission letter
- h. Absence of integrity charter
- i. Absence of the declaration of social and environmental commitment
- j. Failure to obtain the required Minimum Artistic Score;
- k. Failure to comply with the bid file format (in the case of electronic submission).

### **2. Essential criteria**

*These criteria must be detailed by sub-criteria in the Special Regulations of the Invitations to Tender. It is up to the PO to specify which criteria are essential and which are eliminatory. It is understood that a criterion cannot be both eliminatory and essential. The essential criteria for the qualification of bidder s shall relate to the artistic and technical proposals].*

#### **For the evaluation of the Artistic Proposal:**

- A. The Preliminary Draft Design (APS) including in particular:
  - A.1) an explanatory and descriptive detailed account presenting a technical project in line with the programme, following the evaluation of the general context after visiting the site and analysing the needs specified in the programme;
  - A.2) an explanatory and descriptive brief detailed account, in particular, the chosen design in terms of layout and volume, the siting on the site in strict compliance with the regulations, the principle of the framework and the principles of functional organisation;
  - A.3) a file of graphic documents presenting the proposed project.
  - A.4) Methodology: The RPAO specifies the constituent elements of the bidders' artistic proposal, in particular: a methodological note covering an analysis of the work and specifying the organisation and programme that the bidder intends to put in place or implement to carry it out (installations, planning, QAP, subcontracting, certificate of site visit if applicable, etc.).
- B. Proof of acceptance of the contract terms: The bidder shall submit duly initialled copies of the administrative and technical documents governing the contract.
  - B.1) The Special Administrative Clauses (SACs)
  - B.2) The Terms of Reference.
- C. A description of the methodology and work plan proposed for carrying out the mission (Table 12D);
- D. The composition of the proposed team by speciality, together with a description of the tasks entrusted to each member (Table 12E);

E. The full and detailed list of studies to be carried out during the design phase.

**The Minimum Artistic Score (MAS) required to open the Technical Proposal is 70/ 100.**

**For the evaluation of the Technical Proposal:**

- A. The bidder 's references over the last ten (10) years in the field of studies, in the field of execution of works and in the specific field of design and execution;
- B. The qualifications and experience of the personnel: Project Manager, key personnel for the studies (Head of mission, Other key personnel), key personnel for the execution of the works (Works Supervi- sor, Other key personnel);
- C. Justification of the availability of the proposed equipment (logistical means for the study and for im- plementation). The Bidder must prove that it has the equipment requested.
- D. Compliance with deadlines and consistency between deadlines and the mobilisation of key personnel (for the study and for implementation);
- E. Financial capacity to cover the total cost of the Project, or the amount determined by the PO/DPO (ac- cess to a line of credit or other financial resources, turnover, attestation of financial solvency).

*It is up to the Project Owner to specify the criteria, both eliminatory and essential, in the Special Regulations for Invitation to Tender with Design Competition].*

**16. Award**

The Project Owner or Delegated Project Owner shall award the contract to the bidder who has submitted a bid that essentially complies with the tender file and has been evaluated as the best bidder, by combining the technical, financial and aesthetic criteria, that is. to the bidder who has obtained the highest Overall Score. A candidate may bid for one or more lots, but may not be awarded more than \_lots\_. in the event a bidder is the lowest bidder for more than \_lots\_, the Project Owner or the Delegated Project Owner shall award the \_lots\_ to the said bidder in accordance with the clauses set out in the RPAO

**17. Duration of validity of bids**

Bidders shall remain committed by their bids for *[indicate the period between 60 and 90 days for NIT and 120 days for IIT]* from the deadline set for the submission of bids.

**18. Further information**

Further information may be obtained during working hours from [(SIGAMP) service, door number, PO Box, phone number, fax, e-mail] or online on the COLEPS platform at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>, or any other electronic means of communication specified by the project owner.

**19. Fighting corruption and malpractices**

To report corrupt practices, facts or acts, please call CONAC on 1517, the Authority in Charge of Public Contracts (MINMAP) (SMS or call) on (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48.

YAOUNDE 16/03/2026



**Copies:**

- Authority in charge of Pubic Contracts (MINMAP);
- ARMP;
- Project Owner or Delegated Project Owner concerned,;
- Chairpersons of TB, as appropriate;
- Chairpersons of the CCCB, if applicable
- Notice board, file.

